



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

N° 4-13

BULLETIN D'INFORMATION ET RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



DE LA PREFECTURE DE LA MARNE

du 29 avril 2021

AVIS ET PUBLICATION :

- PREFECTURE :
 - Cabinet
- SERVICES DECONCENTRES :
 - DDT
 - Direction des services départementaux de l'éducation nationale de la Marne
 - DDETSPP

Ce recueil est consultable à la préfecture de la Marne, 1, rue de Jessaint 51000 Châlons-en-Champagne et dans les trois sous-préfectures (Reims, Epernay et Vitry-le-François), ainsi que sur le site internet de la préfecture www.marne.gouv.fr (rubrique - Publications).

SOMMAIRE

PREFECTURE DE LA MARNE

Cabinet

Arrêté n° DPC-2021-030 du 27 avril 2021 relatif au renouvellement de l'agrément départemental de sécurité civile de type D de l'Union départementale des Sapeurs-Pompiers de la Marne (UDSP 51)

p 3

SERVICES DECONCENTRES

Direction départementale des territoires de la Marne (D.D.T.)

p 4

Arrêté préfectoral n°CHAS/2021-033 du **28 avril 2021** relatif au nombre minimum et maximum d'animaux à prélever dans le département de la Marne, pour chaque espèce soumise à plan de chasse, lors de la saison cynégétique 2021-2022

Direction des services départementaux de l'éducation nationale de la Marne

p 7

Arrêté du **27 avril 2021** portant subdélégation de signature en matière générale

Direction départementale de l'emploi, du travail des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP)

p 9

Arrêté du **28 avril 2021** portant subdélégation de signature en matière d'administration générale aux agents placés sous l'autorité de Madame Ghislaine LUCOT, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Marne



Le Cabinet du Préfet
Service Interministériel de Défense
et de Protection Civiles

DPC-2021-030

**Arrêté relatif au renouvellement de l'agrément départemental
de sécurité civile de type D
de l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Marne (UDSP 51)**

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.725-1, L.725-3 et R.725-1 à R.725-9 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 du Président de la République nommant M. Pierre N'GAHANE, Préfet du département de la Marne ;
- Vu** l'arrêté du 27 février 2017 relatif à l'agrément de sécurité civile D ;
- Vu** l'arrêté du 7 novembre 2006 fixant le référentiel national relatif aux dispositifs prévisionnels de secours ;
- Vu** l'arrêté DPC-2018-053 du 26 avril 2018 relatif à l'agrément départemental de sécurité civile de type D de l'UDSP 51
- Vu** la demande de renouvellement d'agrément départemental de sécurité civile D en date du 19 avril 2021 de l'Union Départementale des Sapeurs Pompiers de la Marne (UDSP 51) ;
- SUR** proposition de Madame la Directrice de Cabinet :

ARRETE

ARTICLE 1 : L'Union Départementale des Sapeurs Pompiers de la Marne (UDSP 51) est agréée au niveau départemental pour une durée de 3 ans, pour les missions définies ci-dessous :

« D. - dispositif prévisionnel de secours de petite envergure (D-DPS-PE) »

ARTICLE 2 : L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré ou abrogé notamment en cas de non-respect d'une des conditions fixées par les articles R. 725-1 à R. 725-11 du code de la sécurité intérieure susvisés, et dans les formes prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

ARTICLE 3 : L'association s'engage à signaler sans délai, au ministre chargé de la sécurité civile, toute modification substantielle des éléments au vu desquels l'agrément est accordé.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois suivant sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Marne, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du lycée – 51036 Châlons-en-Champagne ou sur www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : Madame la Directrice de Cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Châlons-en-Champagne, le 27 avril 2021

Pour le Préfet

La Directrice de Cabinet,


Valérie SAINTOYANT



Direction départementale des territoires

N° CHAS/2021-033

Arrêté préfectoral relatif au nombre minimum et maximum d'animaux à prélever dans le département de la Marne, pour chaque espèce soumise à plan de chasse, lors de la saison cynégétique 2021-2022.

Le Préfet de la Marne
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.425-8 et R. 425-2 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 2 mars 2021 portant délégation de signature, en matière d'administration générale et de marchés publics, à Mme. Catherine ROGY, directrice départementale des territoires de la Marne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2018 validant le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique de la Marne ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 mai 2020 fixant le nombre minimum et le nombre maximum d'animaux à prélever annuellement dans le département de la Marne ;

Vu la consultation écrite des membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage qui s'est déroulée du 24 mars 2021 au 02 avril 2021 ;

Vu la consultation du public qui s'est déroulée du 02 avril 2021 au 22 avril 2021, en application de l'article L 120-1 du code de l'environnement.

Considérant le résultat, par secteur, des prélèvements effectués lors de la saison cynégétique 2020-2021, transmis par la fédération départementale des chasseurs de la Marne.

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Le nombre minimum et le nombre maximum d'animaux à prélever dans le département de la Marne pour la campagne de chasse 2021/2022 sont fixés comme suit :

1°) Territoires hors parcs de chasse *

- Sangliers, chevreuils et cerfs élaphe

Secteurs	Nombre d'animaux à prélever					
	sanglier		chevreuil		cerf élaphe	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Vesle-Marne	Hors Plan de chasse		130	240	0	15
Moivre-marne	Hors Plan de chasse		80	180	0	10
Vallées	Hors Plan de chasse		240	400	0	15
Mailly-Hauts de Champagne	300	500	250	500	400	600
Châlons-Sud	Hors Plan de chasse		100	220	0	10
Somme-Soude	Hors Plan de chasse		100	200	0	10
Mourmelon-Moronvilliers	550	800	300	500	10	100
Sulppes	550	850	80	180	650	1000
Quatre-Sources			100	220	0	30
Argonne Nord	600	1200	400	600	50	105
Argonne Centre	700	1100	100	200	100	200
Argonne Sud	800	1200	525	725	40	90
Trois Fontaines	2300	3500	240	400	20	40
Perthois	Hors Plan de chasse		200	280	0	15
Bocage Champenois	400	800	400	600	0	30
Somme	Hors Plan de chasse		80	180	0	10
Marais de Saint-Gond	550	1000	250	450	0	10
Brie des Étangs Sud	1000	1900	550	1000	40	100
Brie des Étangs Nord	1700	2850	600	1000	400	800
Montagne de Reims	2200	4500	950	1400	60	110
Reims Nord	Hors Plan de chasse		60	160	0	10
Anglure	Hors Plan de chasse		180	280	0	10
Traconne	850	1600	450	600	80	130
Deux-Morin	600	1200	450	650	0	15
Aisne-Vesle	350	750	250	400	0	15
Tardenois	300	700	250	400	0	40
Vallée de la Suippe	Hors plan de chasse		20	100	0	10
TOTAL départemental	13750	24450	7335	12065	1850	3530

* On entend par « parc de chasse », les territoires répondant à la définition d'un parc de chasse figurant dans le paragraphe 3.1.2 du SDGC 2019-2025.

- Daims et mouflons (sur l'ensemble du département)

Espèce	Nombre minimum d'animaux à prélever	Nombre maximum d'animaux à prélever
Mouflon	0	40
Daim	0	40

2°) Parcs de chasse *

Espèce	Nombre minimum d'animaux à prélever	Nombre maximum d'animaux à prélever
Sanglier	0	2000
Cerf élaphe	0	500
Chevreuil	0	100
Mouflon	0	100
Daim	0	100

* On entend par « parc de chasse », les territoires répondant à la définition d'un parc de chasse figurant dans le paragraphe 3.1.2 du SDGC 2019-2025.

ARTICLE 2 : L'arrêté préfectoral sus-visé en date du 20 mai 2020 est abrogé.

ARTICLE 3 : Le Préfet de la Marne, la Directrice départementale des territoires sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée au chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité et au président de la fédération départementale des chasseurs de la Marne.

À CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE le **28 AVR. 2021**

Pour le Préfet de la Marne et par délégation,
La Directrice départementale des territoires de la Marne



Catherine ROGY

Voies et délais de recours :

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification du présent arrêté ou de sa publication, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, qu'il vous appartient de m'adresser : 40 boulevard Anatole France - CS 60554 - 51037 Châlons-en-Champagne cedex ;
- un **recours hiérarchique**, auprès du Préfet de la Marne : 1 rue de Jessaint - CS 50431 - 51036 Châlons-en-Champagne ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un **recours contentieux**, en saisissant le Tribunal Administratif : 25 rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne cedex, en déposant un recours directement auprès du greffe, ou en adressant un recours par voie postale, ou en déposant une requête sur www.telerecours.fr.



Direction des services départementaux
de l'éducation nationale
de la Marne

Arrêté portant subdélégation de signature en matière générale

Le directeur académique des services de l'Education nationale de la Marne

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2020-1542 du 9 décembre 2020 relatif aux compétences des autorités académiques dans le domaine des politiques de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative, de l'engagement civique et des sports et à l'organisation des services chargés de leur mise en œuvre ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 2020 portant organisation de la délégation régionale à la jeunesse, à l'engagement et aux sports et des services départementaux de la jeunesse, de l'engagement et des sports de la région académique Grand-Est ;

Vu le protocole du 15 décembre 2020 relatif à l'articulation des compétences pour la mise en œuvre des missions de l'Etat dans les champs des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire, de l'engagement civique et de la vie associative ;

Vu le décret du 10 février 2020 du Président de la République nommant monsieur Bruno Claval directeur académique des services de l'Education nationale de la Marne ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2021 portant délégation de signature à monsieur Bruno Claval directeur académique des services de l'Education nationale de la Marne ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Dans le cadre de ses attributions et compétences, en cas d'absence ou d'empêchement, du directeur académique des services de l'Education nationale de la Marne, subdélégation de signature, est accordée, à madame Anne-Sophie Laval, secrétaire générale de la direction académique des services de l'Education nationale de la Marne.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de monsieur Bruno Claval et de madame Anne-Sophie Laval subdélégation est donnée à monsieur Christophe Lefèvre et à madame Lucie Lefèvre, conseillers d'animation sportive, madame Marie-Odile Guy, conseillère d'éducation populaire et de jeunesse en charge des ACM, madame Nathalie Brière, référente service civique, monsieur Raphaël Garcia, conseiller jeunesse et vie associative à effet de signer toutes correspondances dans les domaines des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire, de l'engagement civique et de la vie associative relevant de leurs champs de compétences professionnels respectifs à l'exclusion :

- Des arrêtés ayant un caractère réglementaire,
- Des conventions passées au nom de l'Etat avec le département, les communes, les établissements publics (ex : ARS, CREPS...)
- Des circulaires aux maires,
- Des correspondances adressées au préfet de région,
- Des correspondances adressées aux cabinets ministériels,
- Des réponses aux interventions des parlementaires et des conseillers départementaux ou régionaux

Article 3 :


Subdélégation est donnée à monsieur Christophe Lefèvre, conseiller d'animation sportive à effet de signer les actes relatifs à la délivrance des cartes professionnelles d'éducateurs sportifs en vertu du code du sport.

Article 4 :

La secrétaire générale de la direction des services départementaux de l'Education nationale de la Marne est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 27 avril 2021

L'inspecteur d'académie,
directeur académique des services
de l'Education nationale de la Marne


Bruno Claval



**Direction départementale de l'emploi, du travail
des solidarités et de la protection des populations**

Arrêté portant subdélégation de signature en matière d'administration générale aux agents placés sous l'autorité de Madame Ghislaine LUCOT, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Marne

La directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations de la Marne

VU

- le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration,
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,
- le décret n°2019-1594 du 31 décembre 2019 modifié relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'État,
- le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales interministérielles,
- le décret du 6 janvier 2016 du président de la République nommant monsieur Denis GAUDIN, secrétaire général de la préfecture de la Marne,
- l'arrêté du Premier Ministre et du Ministre de l'Intérieur du 22 mars 2021 nommant madame Ghislaine LUCOT directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Marne,
- l'arrêté préfectoral du DS 2021-039 du 21 avril 2021 portant délégation de signature en matière d'administration générale à madame Ghislaine LUCOT directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Marne,
- le décret n°2020-1545 du 9 décembre 2020, relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail, et des solidarités (DREETS), des directions départementales de l'emploi, du travail, et des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP),

ARRÊTE

Article 1er : En cas d'absence ou d'empêchement de madame Ghislaine LUCOT, directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, les délégations accordées à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral DS 2021-039 du 21 avril 2021 susvisé sont exercées par mesdames Zdenka AVRIL et Danielle SABATIER, directrices départementales adjointes.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de madame Ghislaine LUCOT, de madame Zdenka AVRIL et de madame Danielle SABATIER, subdélégation de signature est accordée dans les domaines qui suivent :

Délégation aux droits des femmes et à l'égalité :

À madame Virginie GUERIN, déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité, à l'effet de signer les correspondances relevant de ce service.

Service politiques d'insertion par l'hébergement et le logement :

A madame Evelyne CHRETIEN-DUCHAMP, inspectrice hors classe de l'action sanitaire et sociale à l'effet de signer les courriers et documents courants relatifs :

- à l'admission au bénéfice de l'aide sociale à la charge de l'Etat
- à l'admission au titre de l'aide sociale dans les centres d'hébergement et de réinsertion sociale
- aux contrôles des établissements sociaux et médico-sociaux ainsi qu'au contrôle et approbation de leurs documents budgétaires et délibérations
- à l'instruction des dossiers et notification des avis relatifs à la prévention des expulsions (commission de prévention des expulsions locatives de Châlons-en-Champagne), à l'exception des décisions d'octroi du concours de la force publique
- à l'instruction des dossiers et à la notification des décisions prises par la commission de médiation

A madame Anabell GUENON, inspectrice de l'action sanitaire et sociale et à madame Viviane FRAMBOURT, attachée d'administration, pour ces mêmes actes, en cas d'absence ou d'empêchement de madame Evelyne CHRETIEN-DUCHAMP.

Service Solidarités, insertion et cohésion des territoires :

A madame Pascale LAUNOIS, inspectrice des affaires sanitaires et sociales, à l'effet de signer :

- les courriers et documents courants relatifs au suivi, au contrôle et à l'approbation des documents budgétaires et des délibérations des établissements sociaux et médico-sociaux (services tutélaires)
- les courriers et documents courants relatifs au suivi, au contrôle des mandataires judiciaires exerçant à titre individuel et des préposés d'établissement ainsi que les courriers et documents relatifs à l'exécution financière des mandataires judiciaires exerçant à titre individuel
- les actes relatifs à l'exercice de la tutelle des pupilles de l'Etat et à l'administration des deniers pupillaires
- les décisions relatives à l'attribution de la carte mobilité inclusion pour les personnes morales
- les courriers courants et les procès verbaux des commissions de réforme
- les mémoires de vacation pour la commission de réforme et le comité médical

En cas d'absence ou d'empêchement de madame Pascale LAUNOIS, subdélégation est donnée pour ces mêmes actes à Mme Emmanuelle ROY, assistante de service social

En l'absence de madame Pascale LAUNOIS et de madame Emmanuelle ROY délégation est donnée à Mme Bénédicte BOUDEREAUX, secrétaire administrative pour les actes relatifs à l'exercice de la tutelle des pupilles de l'Etat et à l'administration des deniers pupillaires

- les courriers et documents courants et les documents d'exécution financière relatifs aux crédits relevant de la politique de la ville (BOP 147) ainsi que de l'intégration et de l'accès à la nationalité française (BOP 104)
- les courriers et documents courants relatifs à l'appel à projets DILCRAH

En cas d'absence ou d'empêchement de madame Pascale LAUNOIS, subdélégation est donnée pour ces mêmes actes à madame Samia DESCARREGA, conseillère d'éducation populaire et de la jeunesse

Au Docteur MAZAL-TOB ELBAZ, à l'effet de signer les courriers courants et les actes relatifs aux comités médicaux départementaux.

Service insertion professionnelle, emploi, entreprises et mutations économiques

A Monsieur Stéphane LARBRE, directeur du travail, à l'effet de signer les actes et correspondances mentionnées à l'article 1-IV de l'arrêté préfectoral DS 2021-039 du 21 avril 2021.

A madame Isabelle WOIRET, responsable unité mutations économiques et entreprises pour les décisions relatives à l'activité partielle et à l'allocation temporaire dégressive.

Pôle travail

A Monsieur Jean Pierre TINE, responsable de l'Unité de Contrôle de Reims, pour les décisions relatives aux points mentionnés à l'article 1 - IV-1.2.4.5.6.12.13 et 21 de l'arrêté préfectoral DS 2021- 039 du 21 avril 2021.

Service concurrence, consommation et répression des fraudes :

A monsieur Fabrice BERTHIER, inspecteur principal de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes et, en cas d'absence et d'empêchement, à monsieur Pascal ERRE, inspecteur de la concurrence, de la consommation et, de la répression des fraudes, pour les actes et correspondances relevant du service, tels qu'énoncés dans l'arrêté préfectoral DS 2021- 039 du 21 avril 2021.

Service sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation :

A monsieur Philippe RODILHAT, inspecteur chef de la santé publique vétérinaire, pour les actes et correspondances relevant de son service tels qu'énoncés dans l'arrêté préfectoral DS 2021-039 du 21 avril 2021 et, en cas d'absence ou d'empêchement, à monsieur Hervé DUFOUR, inspecteur de la santé publique vétérinaire, madame Anne-Françoise HEUBLEIN, vétérinaire inspecteur et madame Brigitte ROY, cheffe de service adjointe.

Service santé, protection animales et environnement :

A monsieur Hervé DUFOUR, inspecteur de la santé publique vétérinaire, pour les actes et correspondances relevant de son service tels qu'énoncés dans l'arrêté préfectoral DS 2021-039 du 21 avril 2021 susvisé et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Madame Brigitte ROY, à Monsieur Philippe RODILHAT, inspecteurs chef de la santé publique vétérinaire

A monsieur Franck DUJARDIN, secrétaire administratif, à l'effet de valider les opérations dans le logiciel ESCALE.

Article 3 : Demeurent réservés à la signature de la directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, les courriers adressés aux autorités suivantes :

- préfets, sous-préfets et chefs des services déconcentrés de l'État
- présidents et directeurs des établissements publics de l'État
- membres élus et directeurs des collectivités territoriales

Article 4 : Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral du 12 février 2021.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de la Marne et la directrice départementale de l'emploi, du travail des solidarités et de la protection des populations de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Châlons-en-Champagne, le 28 avril 2021

La directrice départementale


Ghislaine LUCOT